

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 1525 (2001 — 1325)

[C — 2001/27314]

3 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale. — Erratum

Le texte de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 18 mai 2001, à la page 16594, est remplacé par le texte ci-dessous :

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, notamment l'article 11bis inséré par le décret-programme du 16 décembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 19 décembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.193/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 avril 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 portant exécution du décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale, il est ajouté un 4°, rédigé comme suit :

« 4° année de référence : l'année précédant l'année de la subvention. »

Art. 3. L'intitulé du chapitre II du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre II. Du subventionnement des institutions agréées pour pratiquer la médiation de dettes. »

Art. 4. Les articles 3 à 5 du même arrêté, modifiés par l'arrêté du 26 octobre 2000, sont remplacés par les articles suivants :

« **Art. 3.** Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1° dossier ouvert : toute demande adressée au cours de l'année de référence à l'institution agréée qui a fait au moins l'objet d'une analyse budgétaire (recensement des revenus et des charges des personnes) et d'un récapitulatif détaillé des dettes existantes;

2° dossier resté actif : tout dossier comportant un plan d'apurement des dettes qui, au cours d'une année postérieure à celle de son ouverture, a fait l'objet soit d'une révision du plan d'apurement établi compte tenu de la survenance d'un élément nouveau, soit d'écrits individualisés adressés à des créanciers ou à des tiers et relatifs à l'exécution du plan, soit de rencontres régulières avec le débiteur dans le cadre de l'accompagnement de l'exécution du plan.

3° formation continuée : toute formation liée à la pratique de la médiation de dettes, autre que la formation de base obligatoire;

4° site décentralisé : tout lieu adapté, hormis le siège principal de l'activité, où les personnes en demande de médiation de dettes peuvent être reçues tant pour un premier entretien que pour les entretiens ultérieurs nécessaires au traitement de leur dossier.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'institution agréée crée une fiche de suivi standardisée par dossier où elle consigne ses interventions, les dates de celles-ci ainsi que la liste des créanciers lors de la création du dossier.

Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires, les institutions agréées pour pratiquer la médiation de dettes au 1^{er} janvier de l'année de référence bénéficient, à leur demande, d'une subvention au titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement.

Une commune et le centre public d'aide sociale de cette commune ne peuvent en aucun cas être subventionnés en même temps.

Une commune ou un centre public d'aide sociale ne peuvent être subventionnés lorsqu'ils sont membres associés d'une association de communes ou d'une association de centres publics d'aide sociale qui bénéficie d'une subvention sur la base du présent chapitre.

Les frais de personnel et de fonctionnement ne peuvent donner lieu à une subvention que s'ils ne sont pas couverts par une autre source de financement.

L'institution ne peut prétendre à une subvention que si elle a traité au cours de l'année de référence au minimum 1 dossier pour 1 000 habitants lorsqu'il s'agit d'une institution publique et au minimum 20 dossiers lorsqu'il s'agit d'une institution privée.

Art. 5. La subvention annuelle est composée d'une partie forfaitaire et d'une partie variable.

Art. 5bis. § 1^{er}. Pour les institutions publiques agréées pour la pratique de la médiation de dettes, la partie forfaitaire de la subvention est fonction de l'importance de la population du territoire desservi selon les catégories suivantes :

- 1° moins de 15 000 habitants : 30 000 francs;
- 2° de 15 000 à 30 000 habitants : 100 000 francs;
- 3° de 30 001 à 45 000 habitants : 200 000 francs;
- 4° de 45 001 à 65 000 habitants : 600 000 francs;
- 5° de 65 001 à 150 000 habitants : 1 000 000 francs;
- 6° plus de 150 000 habitants : 1 300 000 francs.

Le chiffre de population des communes desservies est celui qui résulte du relevé officiel de la population au 1^{er} janvier de l'année de référence et qui est publié au *Moniteur belge*.

§ 2. Pour les institutions privées, la partie forfaitaire de la subvention est égale à une somme annuelle de 200 000 francs.

§ 3. La partie forfaitaire de la subvention est majorée de 250 000 francs au profit des institutions qui, au cours de l'année de référence, auront traité plus de 500 dossiers ouverts ou restés actifs.

Art. 5ter. La partie variable de la subvention est composée des éléments suivants établis pour l'année de référence :

- 1° un montant lié à la tenue de permanences d'accueil hors rendez-vous;
- 2° un montant lié à la décentralisation de l'institution;
- 3° un montant lié au nombre et à l'importance des dossiers traités;
- 4° un montant lié à la formation continue du personnel.

Art. 5quater. Le montant visé à l'article 5ter, 1°, est égal à 50 000 francs si une demi journée de permanence hebdomadaire est organisée et à 100 000 francs si deux demi-journées de permanence hebdomadaire au moins sont organisées.

Art. 5quinquies. Le montant visé à l'article 5ter, 2°, est égal à 50 000 francs par site décentralisé en activité avec un maximum de 100 000 francs par année et par institution.

Art. 5sexies. Le montant visé à l'article 5ter, 3°, se calcule comme suit :

- 1° 2 000 francs par dossier ouvert ou resté actif concernant moins de 6 créanciers;
- 2° 2 500 francs par dossier ouvert ou resté actif concernant de 6 à 10 créanciers;
- 3° 3 500 francs par dossier ouvert ou resté actif concernant de 11 à 20 créanciers;
- 4° 5 000 francs par dossier ouvert ou resté actif concernant plus de 20 créanciers.

Le nombre de créanciers est déterminé au moment de l'ouverture du dossier. Dans le cas où l'institution agréée fait d'emblée le choix de ne traiter qu'avec certains d'entre eux, le nombre de créanciers à considérer est limité à ces derniers.

Toutefois, le montant établi sur la base de l'alinéa premier ne peut excéder :

- 200 000 francs pour les institutions publiques desservant un territoire de moins de 15 000 habitants;
- 400 000 francs pour les institutions publiques desservant un territoire de 15 000 à 30 000 habitants;
- 500 000 francs pour les institutions publiques desservant un territoire de 30 001 à 45 000 habitants;
- 600 000 francs pour les institutions publiques desservant un territoire de 45 001 à 65 000 habitants;
- 800 000 francs pour les institutions publiques desservant un territoire de 65 001 à 150 000 habitants;

- 1 000 000 de francs pour les institutions publiques desservant un territoire de plus de 150 000 habitants et pour les institutions privées.

Art. 5septies. Le montant visé à l'article 5ter, 4°, est égal à 10 000 francs. Si l'institution agréée affecte à la pratique de la médiation de dettes un personnel supérieur à deux équivalents temps plein, ce montant est augmenté à 15 000 francs.

Art. 5octies. § 1^{er}. La demande de subvention doit être introduite au plus tard le 1^{er} mars de l'année de la subvention. Elle comporte les éléments permettant d'en déterminer la partie variable.

§ 2. La subvention fait l'objet d'une avance équivalente à 70 % du subside estimé sur la base des éléments fournis lors de la demande. Cette avance est payée au cours du premier semestre de l'année de la subvention.

§ 3. Le solde de la subvention est liquidé au cours de l'année suivant celle de la subvention, en tenant compte de l'avance versée et sur présentation des justificatifs de dépenses de personnel et de fonctionnement afférentes à l'année de la subvention. Les justificatifs de dépenses doivent parvenir à l'administration au plus tard le 30 avril de l'année suivant celle de la subvention.

La partie de l'avance qui constitue un subside trop perçu fait l'objet d'une récupération. »

Art. 6. Les alinéas 4 et 5 de l'article 16 du même arrêté sont respectivement remplacés par les alinéas suivants :

« Les dépenses de personnels visées aux alinéas 1^{er}, 2 et 3 ne seront prises en considération qu'à concurrence des échelles barémiques précisées dans les annexes au présent arrêté.

Les dépenses de personnels visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont majorées des charges patronales calculées sur les échelles barémiques visées à l'alinéa précédent. »

Art. 7. A l'article 19 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par les deux alinéas suivants :

« Les frais de personnel et de fonctionnement afférents à l'année de la subvention font l'objet de deux avances semestrielles équivalentes chacune à 40 % du subside estimé sur la base des dépenses afférentes à l'année précédente.

Toutefois, pour la première année d'octroi de la subvention aux centres de référence, les avances semestrielles sont fixées à 1 200 000 francs chacune. »

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002, à l'exception des articles 5 et 6 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 9. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 mai 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 1525 (2001 — 1325)

[C — 2001/27314]

3 MEI 2001. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programma-decreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie. — Erratum

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, inzonderheid op artikel 11bis, ingevoegd bij het programma-decreet van 16 december 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programma-decreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 november 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 19 december 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies 31.193/4 van de Raad van State, gegeven op 10 april 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot uitvoering van het programma-decreet van 16 december 1998 houdende verschillende maatregelen inzake sociale actie wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° referentiejaar : het jaar vóór het subsidiejaar. »

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. - Subsidiëring van als schuldbemiddelaar erkende instellingen ».

Art. 4. De artikelen 3 à 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 oktober 2000, worden vervangen als volgt :

« **Art. 3.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° aangelegd dossier : elke aanvraag die gedurende het referentiejaar gericht wordt aan de erkende instelling en die het voorwerp heeft uitgemaakt van ten minste één begrotingsanalyse (telling van de inkomens en van de lasten van de personen) en van een gedetailleerd samenvattend verslag van de bestaande schulden;

2° lopend dossier : elk dossier dat een plan voor de aanzuivering van de schulden bevat en dat tijdens een jaar volgend op de datum waarop het is aangelegd, het voorwerp heeft uitgemaakt ofwel van een herziening van het aanzuiveringsplan als gevolg van het ontstaan van een nieuw gegeven, ofwel van geïndividualiseerde documenten gericht aan schuldeisers of aan derden en die betrekking hebben op de uitvoering van het plan, ofwel dat aanleiding heeft gegeven tot regelmatige ontmoetingen met de schuldenaar in het kader van de begeleiding van de uitvoering van het plan;

3° voortgezette opleiding : elke andere opleiding dan de verplichte basisopleiding i.v.m. schuldbemiddeling;

4° gedecentraliseerde site : elke aangepaste plaats, met uitzondering van de hoofdzetel van de activiteit, waar de personen die om schuldbemiddeling verzoeken, zich kunnen melden voor een eerste gesprek of voor verdere gesprekken met het oog op de behandeling van hun dossier.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 2°, maakt de erkende instelling een nieuwe gestandaardiseerde opvolgingsfiche op die haar tegemoetkomingen vermeldt, alsmede de data waarop ze verleend worden en de lijst van de schuldeisers bij het aanleggen van het dossier.

Art. 4. Binnen de perken van de beschikbare kredieten krijgen de sinds 1 januari van het referentiejaar als schuldbemiddelaar erkende instellingen, op eigen aanvraag een subsidie als tegemoetkoming in de personeels- en werkingskosten.

Een gemeente en haar openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mogen in geen geval tegelijkertijd gesubsidieerd worden. Een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn hebben geen recht op subsidies indien ze lid zijn van een vereniging van gemeenten of van een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn die krachtens dit hoofdstuk worden gesubsidieerd.

De personeels- en werkingskosten komen slechts in aanmerking voor een subsidie als ze niet worden gedekt door een andere financieringsbron.

Een instelling mag pas aanspraak maken op een subsidie als ze gedurende het referentiejaar minstens één dossier voor 1 000 inwoners heeft behandeld in het geval van een openbare instelling en minstens 20 dossiers in het geval van een privé-instelling.

Art. 5. De jaarlijkse subsidie bestaat uit een forfaitair en een wisselend deel.

Art. 5bis. § 1. Voor een openbare instelling die als schuldbemiddelaar erkend is, wordt het forfaitaire deel berekend op grond van het aantal inwoners van het grondgebied waar ze actief is, met name :

1° minder dan 15 000 inwoners : 30 000 BEF;

2° tussen 15 000 en 30 000 inwoners : 100 000 BEF;

3° tussen 30 001 en 45 000 inwoners : 200 000 BEF;

4° tussen 45 001 en 65 000 inwoners : 600 000 BEF;

5° tussen 65 001 en 150 000 inwoners : 1 000 000 BEF;

6° meer dan 150 000 inwoners : 1 300 000 BEF.

Het bevolkingscijfer van de gemeenten is het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte officiële bevolkingscijfer op 1 januari van het referentiejaar.

§ 2. Voor privé-instellingen bedraagt het forfaitaire deel van de subsidie 200 000 BEF per jaar.

§ 3. Het forfaitaire deel wordt vermeerderd met 250 000 BEF voor instellingen die meer dan 500 aangelegde of lopende dossiers behandelen gedurende het referentiejaar.

Art. 5ter. Het wisselende deel van de subsidie bestaat uit de bedragen die voor het referentiejaar worden vastgesteld, met name :

1° een bedrag voor het waarnemen van een onthaaldienst buiten afspraak;

2° een bedrag voor de decentralisatie van de instelling;

3° een bedrag naar gelang van het aantal en het belang van de behandelde dossiers;

4° een bedrag voor de voortgezette personeelsopleiding.

Art. 5^{quater}. Het in artikel 5^{ter}, 1°, bedoelde bedrag is gelijk aan 50 000 BEF voor een halve dag wekelijkse dienstwaarneming en aan 100 000 BEF voor minstens twee halve dagen wekelijkse dienstwaarneming.

Art. 5^{quinquies}. Het in artikel 5^{ter}, 2°, bedoelde bedrag is gelijk aan 50 000 BEF per gedecentraliseerde site in werking, met een maximum van 100 000 BEF per jaar en per instelling.

Art. 5^{sexies}. Het in artikel 5^{ter}, 3°, bedoelde bedrag wordt berekend als volgt :

1° 2 000 BEF per aangelegd of lopend dossier betreffende minder dan 6 schuldeisers;

2° 2 500 BEF per aangelegd of lopend dossier betreffende 6 à 10 schuldeisers;

3° 3 500 BEF per aangelegd of lopend dossier betreffende 11 à 20 schuldeisers;

4° 5 000 BEF per aangelegd of lopend dossier betreffende meer dan 20 schuldeisers.

Het aantal schuldeisers wordt bij het aanleggen van het dossier bepaald. Het aantal in aanmerking te nemen schuldeisers wordt beperkt tot die schuldeisers met wie de erkende instelling beslist te handelen.

Het op grond van het eerste lid bepaalde bedrag mag evenwel niet hoger zijn dan :

200 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van minder dan 15 000 inwoners bedienen;

400 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van 15 000 à 30 000 inwoners bedienen;

500 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van 30 001 à 45 000 inwoners bedienen;

600 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van 45 001 à 65 000 inwoners bedienen;

800 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van 65 001 à 150 000 inwoners bedienen;

1 000 000 BEF voor de openbare instellingen die een grondgebied van meer dan 150 000 inwoners bedienen en voor de privé-instellingen.

Art. 5^{septies}. Het in artikel 5^{ter}, 4°, bedoelde bedrag is gelijk aan 10 000 BEF. Als de voor schuldbemiddeling erkende instelling meer dan 2 voltijdse equivalenten in dienst neemt, wordt dat bedrag gebracht op 15 000 BEF.

Art. 5^{octies}. § 1. De aanvraag om subsidie moet uiterlijk 1 maart van het subsidiejaar ingediend worden. Ze bevat de gegevens voor de berekening van het wisselende deel van de subsidie.

§ 2. Er wordt een voorschot van 70 % uitbetaald op het subsidiebedrag dat berekend wordt op grond van de bij de aanvraag verstrekte gegevens. Dat voorschot wordt gedurende het eerste halfjaar van het subsidiejaar betaald.

§ 3. Het saldo van de subsidie wordt gedurende het jaar na het subsidiejaar uitbetaald, rekening houdende met het gestorte voorschot en na overlegging van de stukken die de personeels- en werkingsuitgaven voor het subsidiejaar bevestigen. De bewijsstukken moeten uiterlijk 30 april van het jaar na het subsidiejaar aan het bestuur worden overgemaakt.

Het voorschotgedeelte dat boven het uit te keren bedrag wordt uitbetaald, wordt teruggevorderd. »

Art. 6. Het vierde en het vijfde lid van artikel 16 van hetzelfde besluit worden respectievelijk vervangen als volgt :

« De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste, tweede en derde lid worden in aanmerking genomen met inachtneming van de weddenschalen opgegeven in de bijlagen bij dit besluit.

De personeelsuitgaven bedoeld in het eerste en tweede lid worden vermeerderd met de sociale werkgeversbijdragen berekend op grond van de weddenschalen bedoeld in het vorige lid. »

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door de twee volgende leden :

« Voor de personeels- en werkingskosten worden twee halfjaarlijkse voorschotten uitbetaald, die gelijk zijn aan 40 % van de subsidie geschat op grond van de uitgaven betreffende het vorige jaar.

Voor het eerste jaar waarin de subsidie wordt toegekend aan de referentiecentra, wordt elk halfjaarlijks voorschot evenwel vastgelegd op 1 200 000 BEF. »

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002, met uitzondering van de artikelen 5 en 6 die uitwerking hebben op 1 januari 2001.

Art. 9. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 mei 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE